

Covid-19

«Il ne faut pas diffuser cette information au public» :

L'échec du système de détection chinois

Par Frédéric Lemaître (Le Monde)
Publié mercredi 8 avril 2020 à 16:07

En ce 4 mars 2019, Gao Fu est un scientifique encore plein de certitudes. «Il y aura à l'avenir d'autres virus comparables au SRAS [syndrome respiratoire aigu sévère, en 2003], mais il n'y aura plus d'épidémie comparable», promet le directeur général du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, au cours d'une réunion organisée à Pékin, la veille de l'ouverture des deux sessions du parlement.

Depuis 2004, un système informatisé de reporting des maladies contagieuses permet à chaque hôpital d'informer Pékin en temps réel de l'apparition de cas douteux et d'obtenir une expertise en quelques heures. «Nous avons construit un très bon réseau de détection des maladies contagieuses. Si des virus viennent, on les bloquera.» D'ailleurs, le système a déjà fait ses preuves. «Regardez le MERS [un coronavirus apparu au Moyen-Orient en 2012], un touriste coréen venu en Chine en était porteur. On l'a repéré et isolé. En Corée du Sud, il y a eu 186 malades et 32 morts», explique-t-il.

Lire aussi: [Témoignages de Wuhan, loin de l'image diffusée par les médias chinois](#)

Pourtant, le 30 décembre 2019, lorsque, comme tous les soirs avant d'aller se coucher, Gao Fu surfe sur quelques forums spécialisés pour vérifier que la situation est sous contrôle, ce médecin, à la tête d'un organisme de 2000 personnes, a un choc. A Wuhan, des médecins commencent à discuter d'une pneumonie d'origine inconnue. Il appelle immédiatement la Commission de la santé de Wuhan, qui lui confirme les faits. Plus de trois personnes sont concernées. L'information aurait dû remonter à Pékin, mais c'est presque par inadvertance que Gao Fu l'a apprise. Le système national d'alerte n'a pas fonctionné, ouvrant la voie à l'une des plus graves épidémies de l'histoire contemporaine.

Les «responsables» de la «panique»

Ce même 30 décembre, à midi, Ai Fen, directrice du département des urgences de l'Hôpital central de Wuhan, regarde la vidéo des poumons d'un patient atteint d'un virus, lorsqu'un camarade d'études travaillant dans un autre hôpital lui transfère un message qui circule sur les réseaux sociaux: «N'allez pas au marché [d'animaux vivants] de Huanan, il y a plusieurs cas de fièvre.» «C'est vrai?» lui demande-t-il.

Depuis près de deux semaines, le service d’Ai Fen et ce lui des maladies respiratoires reçoivent quelques patients atteints de fièvre ou de toux, sur lesquels les médicaments traditionnels ne produisent aucun effet: un patient a été reçu le 16 décembre, un le 27 et sept le 28. Ai Fen a demandé un examen approfondi du patient reçu le 27, transféré entre-temps au département des maladies respiratoires. Ce 30 décembre, à 16 heures, un collègue lui apporte les résultats: «Coronavirus-SRAS», est-il écrit. Transmission: par postillons à courte distance ou par le toucher, est-il précisé. «J’ai eu des frissons en lisant cela. Je me suis dit que c’était terrible», racontera-t-elle par la suite.

Après en avoir parlé à son homologue du département concerné, elle envoie la vidéo et une photo du rapport à son camarade de promotion et aux médecins de son département en entourant de rouge l’expression: «Coronavirus-SRAS». Le message circule. Un ophtalmologue de l’hôpital, le Dr Li Wenliang, le transfère à une centaine de collègues avec cette mention: «Sept cas de SRAS confirmés au marché de Huanan.» C’est sur ces messages que tombe Gao Fu. Dès le 31 décembre, il envoie neuf personnes à Wuhan, par le vol de 6h45.

Lire aussi: [Wuhan, ville martyre, pleure ses morts](#)

Dans la capitale du Hubei, les ennuis ont déjà commencé pour Ai Fen. Le 30, dès 22h20, la Commission de la santé de la ville lui envoie un message: «Il ne faut pas diffuser cette information au public. Si panique il y a, il faudra trouver le responsable.» La menace est claire. Le 31 décembre, la Chine prévient l’Organisation mondiale de la santé (OMS). Sur ordre de Pékin, les autorités de Wuhan publient un premier communiqué, rassurant. Elles ont découvert 27 cas suspects de pneumonie virale liés au marché, mais «jusqu’à présent, les investigations n’ont pas pu permettre d’établir de manière évidente une transmission d’humain à humain ni une infection du corps médical».

«N’en parle à personne d’autre, y compris à ton mari»

Pourtant, quelques heures plus tard, le 1er janvier, le propriétaire d’une clinique privée située à proximité du marché, et qui a soigné plusieurs patients atteints de fièvre, franchit à son tour la porte du service des urgences que dirige Ai Fen. Pour elle, la transmission entre humains ne fait plus de doutes. Elle ordonne à son équipe de porter un masque, une charlotte et de se laver fréquemment les mains. A 23h46, le directeur du bureau de l’inspection de la discipline de l’hôpital lui envoie un message: «Passez me voir demain matin.» Elle n’en dort pas de la nuit.

Le 2 janvier, à 8 heures, alors qu’elle n’a pas fini la tournée de ses patients, nouveau coup de téléphone: «Venez maintenant.» «En tant que directrice, comment as-tu pu répandre des fausses rumeurs? Retourne dans ton département et dis à chacun, individuellement, de ne pas parler de cette pneumonie. N’en parle à personne d’autre, y compris à ton mari», la sermonne-t-il. Ayant le sentiment d’avoir «nui au développement de Wuhan», confiera-t-elle, elle propose de démissionner et même qu’on la mette en prison. «Non, c’est le moment pour toi de faire tes preuves», lui répond-on. Le soir, en rentrant chez elle, la mère de famille se contente de dire à son mari: «S’il m’arrive quelque chose, tu dois bien élever les enfants.» Elle ne lui confiera la vérité que le 20 janvier, après que Zhong Nanshan, une sommité médicale, aura révélé à la

Chine entière ce que Ai Fen et ses collègues savent depuis trois semaines: le nouveau coronavirus se transmet entre humains.

Un retard lourd de conséquences. «Si les initiatives non pharmaceutiques [distanciation sociale] avaient pu être menées une, deux ou trois semaines plus tôt en Chine, le nombre de cas aurait pu être diminué de 66%, 86% et 95% respectivement», affirment 12 scientifiques dans une étude publiée le 13 mars.

L'autocritique de Li Wenliang

Entendu par la police le 3 janvier, le docteur Li Wenliang devra rédiger son autocritique. Il tombera malade le 10 janvier. Sa mort, le 7 février, suscitera une immense émotion dans le pays. Pour se racheter, les autorités l'ont élevé – ainsi que 13 autres médecins décédés – au rang de martyr.

Lire aussi: [Le martyr du Dr Li Wenliang, lanceur d'alerte mort du coronavirus, enflamme l'internet chinois](#)

Si l'alerte a donc été donnée le 30 décembre, nul ne sait avec certitude quand le virus est apparu. Officiellement, le premier cas est un certain M. Chen, tombé malade le 8 décembre et qui, depuis, s'est rétabli. Il n'aurait pas de lien avec le marché de Huanan. Mais selon le *South China Morning Post*, qui a pu consulter un rapport officiel, le premier cas identifié remonterait au 17 novembre, et concernerait un malade de 55 ans. Entre une et cinq personnes auraient été contaminées chacun des jours suivants.

Rapidement, les compteurs s'emballent. A partir du 17 décembre, plus de dix personnes sont infectées quotidiennement. Le 31 décembre, il y aurait eu 266 cas confirmés. Le jour suivant, 381. Mais, durant la première quinzaine de janvier, les médecins n'ont pas la parole. Seules les autorités régionales valident les cas suspects, et uniquement à partir de critères extrêmement restrictifs. «Elles semblent très relax», constate le 9 janvier un épidémiologiste venu de Pékin.

Le 11 janvier, il n'y a officiellement que 41 cas confirmés, mais la Chine annonce le premier décès dû au coronavirus. Les premiers travaux effectués par les laboratoires sur le génome sont passés sous silence. Un premier cas à l'étranger est signalé en Thaïlande le 13 janvier. Le 15 janvier, Li Qun, chef des urgences à la Commission nationale de la santé, affirme à la télévision être «parvenu à la conclusion que le risque de transmission d'humain à humain est faible».

Dès lors, il n'y a aucune raison d'annuler le traditionnel banquet organisé à l'approche du Nouvel An lunaire, le 18 janvier à Wuhan, auquel participent 40 000 familles. Le même jour, une nouvelle équipe médicale envoyée par Pékin prend conscience de la tragédie en cours et conseille le confinement de la ville. Annoncé par les autorités le 22 janvier à 20 heures, celui-ci sera effectif le 23 janvier, à 10 heures du matin. Entre-temps, 5 millions de personnes auraient quitté la ville. Et le docteur Gao a perdu ses certitudes.